En 2014, des élèves du BTS Géomètre du lycée Gaudier Brzeska de Saint-Jean-de-la-Braye

près d'Orléans, ont entrepris de topographier le terrain de l'ancien camp d'internement de Pithiviers afin de marquer au sol, marquages éphémères malheureusement, l'emplacement des différents bâtiments qui ont aujourd'hui disparu, à l'exception de celui qui servit d'infirmerie. C'est au bout de la rue nommée rue de l'ancien camp que se trouve, dans le square Max Jacob, le mémorial, érigé en 1957, qui rappelle le drame qui se joua sur ce lieu. A moins de 20 km de Pithiviers, à Beaune-La-Rolande, un autre mémorial se dresse rue des déportés. Remplaçant en 1989 la première stèle érigée en 1965, il rappelle l'internement et la déportation de milliers de juifs à partir du camp d'internement duquel, aujourd'hui, rien ne subsiste. Il fut détruit en 1947. Il est en effet difficile d'imaginer aujourd'hui, dans un paysage parsemé de maisons et de rues paisibles, que se dressaient là des camps constitués de baraques en bois, entourés de clôtures en barbelés surmontés de miradors.

L'histoire de ces camps du Loiret s'inscrit à la fois dans l'histoire de la Shoah mais également dans celle de l'internement des personnes qui faisait partie intégrante des mesures possibles mises en œuvre sous la IIIème République à des fins de contrôle ou d'ordre public. Les événements des années 30 ont entraîné l'utilisation massive de ces camps, parfois créés pour l'occasion comme lors de l'exode massif des Républicains espagnols fuyant la défaite face aux troupes franquistes. Les gens du voyage furent également victimes d'internement, tout comme les militants communistes après l'interdiction du PCF en 1939. De fait, le recours aux camps d'internement était ainsi entré dans les mœurs politiques et ceux-ci apparaissaient dès lors comme un moyen facilement mobilisable en cas de besoin.

C'est ainsi que les autorités prirent l'initiative, au début de la Seconde Guerre mondiale, de faire construire 3 camps d'internement dans le Loiret, à moins de 100 km au sud de Paris, à Pithiviers, Beaune-la-Rolande et Jargeau. Ils devaient accueillir des familles parisiennes ou vivant proches de la ligne Maginot qui pourraient avoir à quitter leur lieu de vie et venir s'y réfugier en cas de déclenchement du conflit. Mais ce furent les vainqueurs allemands qui utilisèrent ces camps pour y enfermer des prisonniers de guerre français à partir du 18 juin 1940. A partir d'octobre 1940, les milliers de soldats français prisonniers furent transportés en Allemagne.

Passés sous administration française au printemps 1941, les camps devinrent alors des camps d'internement. Jargeau interna des familles tziganes qui y furent enfermées jusqu'en 1945, accompagnés dans leur internement par des prisonniers politiques et des prostituées. L'histoire des camps de Pithiviers et Beaune-La-Rolande bascula avec la mise en œuvre de la politique antisémite nazie. D'abord utilisés dans le cadre de la politique nazie de répression à l'encontre des juifs, ils se trouvèrent au cœur du processus de la politique dite de « solution finale » en France.

Le 14 mai 1941, la rafle, dite du « billet vert » s'inscrivait dans la politique nazie visant expressément les juifs perçus comme dangereux, notamment pour la sécurité des troupes d'occupation. Theodor Dannecker alors à la manœuvre est le chef du SD (le service de sécurité de la SS) en France, chargée des « affaires juives ».

Mais le seul camp de Pithiviers fut jugé insuffisant pour accueillir les 3747 juifs étrangers raflés à Paris. Près de 2000 furent donc également envoyés à Beaune-La-Rolande.

Avec la rafle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942, conséquence des accords signés entre Carl Oberg, chef de la SS et de la police en France et René Bousquet, secrétaire général de la police sous Vichy, les camps du Loiret furent mobilisés pour interner les familles arrêtées. C'est en effet la première fois qu'on arrêtait des femmes et des enfants. Ces arrestations furent effectuées par l'administration française car ses responsables voulaient montrer qu'ils gardaient la main sur les politiques menées en France, et notamment la politique antijuive. 13152 juifs furent arrêtés durant ce qui fut la plus grande rafle organisée pendant la guerre sur le territoire français. Si certains furent dirigés vers Drancy, les camps du Loiret virent arriver environ 7600 personnes, parmi lesquelles 2916 femmes et 4115 enfants. Rien n'était alors prévu pour les accueillir et la place manquait. Les conditions de vie qui avaient déjà été terribles au Vélodrome d'Hiver devinrent très vite dramatiques.

Quand ces familles arrivèrent dans le Loiret, les déportations à partir de Pithiviers et Beaune-La-Rolande avaient déjà commencé. Les 25 et 28 juin mais aussi le 17 juillet 1942, ce furent près de 3000 hommes, restés internés plus d'un an, qui furent déportés vers Auschwitz.

C'est durant l'été de cette année 1942 que se noua le moment le plus tragique de l'histoire des camps du Loiret. Face aux difficultés rencontrées par la police française pour répondre aux exigences nazies de déportation – la Rafle du Vel d'Hiv n'avait pas eu l'efficacité escomptée avec un peu plus de 13000 arrestations pour 27 000 fiches - les nazis décidèrent la déportation des parents des enfants internés. Quatre convois constitués par l'intendant de police de la Préfecture d'Orléans furent alors constitués et partirent de Pithiviers et Beaune la Rolande entre le 31 juillet et le 7 août. Chacun de ces convois comptait plus de 1000 personnes à bord. Les enfants avaient ainsi été séparés de leurs mères par la force dans une extrême violence. Aux cris déchirants des mères et des enfants répondaient les coups de gendarmes français.

Les nazis n'ayant pas encore réclamé la déportation des enfants, près de 3000 d'entre eux restèrent seuls, véritablement livrés à eux-mêmes ou presque, aidés par quelques rares assistantes sociales totalement démunies. Une dizaine de ces enfants moururent dans ces camps des suites de maladie. Leurs corps furent jetés dans des fosses communes, à Pithiviers ou Beaune-La-Rolande...

Quelques jours après avoir été séparés de leurs parents, les enfants furent transférés au camp de Drancy. En effet, le 13 août, l'Allemagne nazie avait répondu positivement à la demande des autorités françaises, à savoir du Pdt du conseil Pierre Laval, de déporter les enfants. Le régime de Vichy ne voulait pas prendre en charge ces milliers d'enfants qui étaient vus comme une charge inutile. Ainsi, entre le 17 et le 28 août 1942, mélangés à des adultes, ces enfants furent déportés dans six convois à destination d'Auschwitz.

Si le camp de Pithiviers fut transformé en camp d'internement pour prisonniers politiques à partir de septembre 1942, et ce jusqu'en août 1944, il vit un dernier convoi de Juifs français partir pour Auschwitz le 20 septembre 1942. Le camp de Beaune-La-Rolande continua alors de fonctionner, 1400 juifs y étant interné jusqu'à

sa fermeture en juillet 1943 quand les 464 derniers internés juifs du camp furent envoyés à Drancy.

L'histoire des camps du Loiret nous projette au cœur de la question de la collaboration des autorités françaises à la politique de déportation et donc d'assassinat systématique des juifs de France. Ces camps étaient de fait placés sous l'autorité de l'administration préfectorale française et étaient gardés par la gendarmerie nationale. La présence d'un gendarme sur une photographie du camp de Pithiviers, intégrée au film d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard* entraîna une menace sur la parution du film. Ce ne fut qu'au prix d'une altération demandée par le Ministère de la guerre que le film obtint finalement son visa d'exploitation. Le képi fut donc masqué, ce geste témoignant ainsi de la difficulté, 10 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale – le film sort en 1956- à regarder la réalité de la collaboration en face dans une France qui se voulait alors unie par le mythe résistancialiste. Jean Cayrol, scénariste du film, eut ces mots dans une protestation qu'il fit paraître dans le journal *Le Monde* le 11 avril 1956 : « La France refuse d'être la France de la vérité ».

Pourtant, c'est bien dans ces camps du Loiret, disparus du paysage, que furent internés plus de 16 000 juifs dont près de 4500 enfants. C'est dans ces camps que moururent des enfants dont on ne sait pas aujourd'hui où reposent les corps. C'est de ces camps, gérés par l'administration française que plus 8100 juifs de France partirent directement vers Auschwitz-Birkenau, dans 8 convois. C'est de là, aussi, que les enfants du Vel d'Hiv transitèrent par Drancy avant d'être envoyés vers Auschwitz. En 1945, aucun ne revint.

Depuis janvier 2011, le Centre d'étude et de Recherche sur les camps d'internement dans le Loiret, le CERCIL, basé à Orléans et aujourd'hui rattaché au Mémorial de la Shoah, accueille du public dans son Musée et travaille à la connaissance de cette histoire et à sa diffusion auprès des publics scolaires et enseignants.

Iannis Roder